

**COMMUNAUTE DE COMMUNES  
MEDOC ATLANTIQUE**

REPUBLIQUE FRANCAISE

Siège :

9 rue du Maréchal d'Ornano  
33780 SOULAC-SUR-MER

☎ 05.56.73.29.26



**EXTRAIT DU REGISTRE  
DES  
DELIBERATIONS**

**SEANCE ORDINAIRE DU JEUDI 23 FÉVRIER 2023  
D23022023/32**

PRESIDENT

Xavier PINTAT

ETAIENT PRESENTS :  
Membres titulaires :

Patrick MEIFFREN, Florence LEGRAND, Jean-Marc SIGNORET, Laurent PEYRONDET, Yves BARREAU, Véronique CHAMBAUD, Jean-Pierre DUBERNET, Franck LAPORTE, Jean-Louis BRETON, Tony TRIJOLET, Jean-Luc PIQUEMAL, Catherine ROBINEAU, Frédéric QUILLET, Catherine GIANNORSI, Stéphane MARGALEF, Patrick BURAN, Pascale COLMET-MARZAT, Hervé CAZENAVE, Alexia BACQUEY, Adrien DEBEVER, Chantal PARISE, Dominique PATRAS, Marie-Hélène GIRAL, Jean-Marie REVAILLER, Evelyne MOULIN, Marie-Dominique DUBOURG, Jean-Marie BERTET, Liliane DUBOIS, Christine GRASS.

ETAIENT REPRESENTES :

Christian BOURA donne pouvoir à Patrick BURAN  
Karine FORGERON donne pouvoir à Catherine GIANNORSI  
Jean-Yves MAS donne pouvoir à Laurent PEYRONDET  
Bernard LOMBRAIL donne pouvoir à Evelyne MOULIN  
Jacques BIDLUN donne pouvoir à Christine GRASS

ETAIENT ABSENTS :

Thierry DESPREZ

ETAIENT ABSENTS EXCUSES :

Christian BOURNIGAL, Valérie DA COSTA OLIVERA,

Membres suppléants  
remplaçant un membre  
titulaire :

Membres suppléants

SECRETAIRE DE SEANCE :

Dominique PATRAS

**Objet : FINANCES : AVANCES CONSENTIES AUX BUDGETS ANNEXES DE LA ZAE DU  
GUADET**

**Rapporteur : Florence LEGRAND, 10ème Vice-Présidente.**

**Vote : UNANIMITE**

Vu la loi 82/213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Considérant la nécessité de financer dans les meilleures conditions les opérations d'aménagement portées dans le budget annexe dénommé « budget annexe « ZAE du GUADET »

Il est proposé au Conseil Communautaire

- D'ACCORDER une avance remboursable du budget principal au budget annexe dénommé « budget annexe – ZAE DU GUADET ». Le montant de l'avance remboursable est de 343 471.79 euros, elle est portée au débit du compte 276351 du budget principal et au crédit du compte 168751 du budget annexe.

ANNÉES	MONTANTS
2020	8 925.00 €
2021	39 966.00 €
2022	259 580.79 €

L'avance remboursable sera remboursée in fine. Toutefois un remboursement anticipé partiel ou total est possible si le niveau de commercialisation des opérations le permet ou si la communauté de communes décide de mobiliser sur le budget annexe des financements externes.

### LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE,

- APRÈS en avoir pris connaissance,
- VU l'avis favorable du bureau communautaire du 9 février 2023, pour l'inscription de cette question à l'ordre du jour,
- OUI l'exposé du rapporteur,
- APRÈS en avoir délibéré,

### DÉCIDE :

- D'ACCORDER une avance remboursable du budget principal au budget annexe dénommé « budget annexe – ZAE DU GUADET ». Le montant de l'avance remboursable est de 343 471.79 euros, elle est portée au débit du compte 276351 du budget principal et au crédit du compte 168751 du budget annexe.

ANNÉES	MONTANTS
2020	8 925.00 €
2021	39 966.00 €
2022	259 580.79 €

L'avance remboursable sera remboursée in fine. Toutefois un remboursement anticipé partiel ou total est possible si le niveau de commercialisation des opérations le permet ou si la communauté de communes décide de mobiliser sur le budget annexe des financements externes.

Nombre de membres en exercice : 38

Nombre de membres présents : 30

Nombre de suffrages exprimés : 35

Vote : Pour : 35 Contre : 0 Abstention : 0

FAIT ET DELIBERE LES JOURS MOIS ET AN QUE DESSUS

ONT SIGNE AU REGISTRE LES MEMBRES PRESENTS

COPIE CERTIFIEE CONFORME

FAIT À SOULAC-SUR-MER, le 23 FÉVRIER 2023

LE PRÉSIDENT  
  
 Xavier **PINTAT**  
 Maire de Soulac-sur-Mer  
 Membre Honoraire du Parlement

*(Circular stamp: Communauté de Communes Médoc, Siège 9 rue Mal d'Ornano SOULAC/MER 33780)*

Le Président,

- certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte,
- informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Bordeaux dans un délai de 2 mois à compter de sa notification, sa réception par le représentant de l'État et sa publication.